



[EN version herebelow](#)

Appel du 9 mai 2022: Re-investir dans l'Europe!

"La paix mondiale ne saurait être sauvegardée sans des efforts créateurs à la mesure des dangers qui la menacent.

La contribution qu'une Europe organisée et vivante peut apporter à la civilisation est indispensable au maintien des relations pacifiques."

(Déclaration Schuman, 9 mai 1950)

"La guerre, ce n'est pas seulement le passé, cela peut être notre avenir. Et c'est nous, c'est vous, Mesdames et Messieurs les Députés, qui êtes désormais les gardiens de notre paix, de notre sécurité et de cet avenir."

(François Mitterrand, au Parlement européen, 17 janvier 1995)

Il y a près de trois quarts de siècle, un petit groupe de personnes, les « pères fondateurs », ont posé les bases de ce qui allait devenir l'Union européenne. Leur ambition était pour commencer sans équivoque: donner aux États européens les moyens de consolider la paix, non seulement entre eux, mais aussi autour de leurs frontières.

Loin d'être le projet essentiellement économique que certains veulent y voir, la construction européenne a été conçue dès le début comme un projet de paix, de coopération et de prospérité.

Ces dernières années, ce projet européen a été mis à rude épreuve par une succession de crises: crises financières répétées, crise de confiance et de repli sur soi, allant jusqu'au retrait du Royaume-Uni, crise migratoire, crise sanitaire et, finalement, la guerre, de retour à nos frontières.

Toutes ces crises se sont profilées sur un arrière fond de mutations multiples et profondes: mutation démographique, avec le vieillissement de nos populations; mutation écologique, avec les défis de l'anthropocène et la prise de conscience de notre responsabilité climatique; mutation économique, avec une mondialisation favorisant le moins-disant social, une financiarisation croissante de l'économie et enfin, dans les vieux pays industriels, une désindustrialisation source de perte d'emplois et créatrice de dépendances.

Nous assistons aussi à une accélération dangereuse du temps soutenue par des outils de communication instantanée.

Face à ces défis multiples, l'Union européenne s'est adaptée, parfois trop lentement, pour rester fidèle à sa mission première d'être garante de la paix.

Dans un contexte en pleine mutation, elle a assumé, en plus de ses missions historiques, des tâches nouvelles auxquelles elle n'était pas préparée.

Parmi ses priorités, elle a inscrit la mutation vers une économie verte ("Pacte vert européen"), la maîtrise et la régulation des nouveaux outils de communication digitale ("Agenda numérique pour l'Europe"), la réaffirmation de l'importance d'une culture partagée fondée sur la beauté, la durabilité et l'inclusion ("Nouveau Bauhaus européen"), la nécessité de réinventer la démocratie ("Conférence sur l'avenir de l'Europe") et de préserver l'État de droit.

Depuis plusieurs années, son personnel n'a pas cessé de se réinventer pour assumer de nouvelles tâches: support à la coordination des politiques économiques et budgétaires dans les États membres, coordination de l'effort sanitaire et vaccinal face à la crise engendrée par la pandémie, refonte complète des réglementations et des politiques en matière environnementale et dans le domaine de l'économie numérique, gestion d'outils d'investissement dans les États membres (plan de relance Next Generation EURepower et, depuis quelques semaines, soutien au peuple et au gouvernement de l'Ukraine.

Ces efforts multiples et répétés ont été consentis sur un fond de réductions budgétaires, de détérioration des conditions de travail et de stagnation, voire de réduction des effectifs.

Un tel modèle a évidemment ses limites et fait peser de graves dangers sur la capacité des institutions et de leur personnel à répondre aux nouveaux défis. Il pourrait même entraver les possibilités d'approfondissement de la construction européenne que ces défis offrent.

Une gestion rigoureuse des ressources publiques est évidemment nécessaire. Elle ne devrait cependant pas consister en une réduction à tout prix d'un grand nombre des dépenses mais plutôt en un engagement à consentir les investissements nécessaires à la bonne exécution des missions anciennes et nouvelles. En effet, aux yeux du citoyen, ce qui compte est l'efficacité des institutions politiques européennes, c'est-à-dire leur capacité à innover et à s'adapter mais surtout à mener rapidement des politiques aux résultats tangibles et mesurables.

C'est pourquoi, en tant qu'agents de la fonction publique européenne dont le métier est précisément la construction européenne, nous lançons aux membres du Parlement Européen, aux parlements et aux gouvernements des États membres et à la Commission européenne un appel à réinvestir dans une Union européenne dont la pérennité et l'essor sont désormais notre seule garantie d'une paix et d'un développement durables.

En particulier, nous les appelons:

- À profiter des défis auxquels nous sommes confrontés pour approfondir la construction européenne, élargir les missions de ses institutions, enfin accroître la part de son financement propre.
- À refuser toutes nouvelles coupes budgétaires et à garantir aux institutions de l'Union européenne un budget à la hauteur des responsabilités, de plus en plus nombreuses, qui leur sont confiées.
- À garantir un financement suffisant des nouvelles missions confiées à l'Union européenne.
- À préserver le statut de la fonction publique européenne, garant de son indépendance et de son attractivité, nécessaires pour préserver son efficacité et à ne proposer aucune nouvelle réforme de son statut. qui aujourd'hui, ne ferait que s'attaquer aux conditions de travail et de rémunération du personnel de l'Union.

07/05/2022

Appeal of 9 May 2022: Re-invest in Europe!

"World peace cannot be safeguarded without creative efforts commensurate with the dangers that threaten it.

The contribution which an organised and living Europe can make to civilisation is indispensable to the maintenance of peaceful relations."

(Schuman Declaration, 9 May 1950)

"War is not just the past, it can be our future. And it is we, it is you, ladies and gentlemen, who are now the guardians of our peace, of our security and of that future.

(François Mitterrand, in the European Parliament, 17 January 1995)

Almost three quarters of a century ago, a small group of people, the 'founding fathers', laid the foundations of what was to become the European Union. Their ambition was initially unequivocal: to give European states the means to consolidate peace, not only among themselves, but also around their borders.

Far from being the essentially economic project that some people want to see it as, European integration was conceived from the outset as a project for peace, cooperation and prosperity.

In recent years, this European project has been put to the test by a succession of crises: repeated financial crises, a crisis of confidence and withdrawal, even to the point of the withdrawal of the United Kingdom, a migration crisis, a health crisis and, finally, war, at our borders.

All these crises have taken shape against a backdrop of multiple and profound changes: demographic change, with the ageing of our populations; ecological change, with the challenges of the Anthropocene and the awareness of our responsibility for the climate; economic change, with globalisation favouring the lowest social standards, increasing financialisation of the economy and, finally, in the old industrial countries, de-industrialisation, which is a source of job losses and creates dependency.

We are also witnessing a dangerous acceleration of time supported by instant communication tools.

Faced with these multiple challenges, the European Union has adapted, sometimes too slowly, to remain faithful to its primary mission of being a guarantor of peace.

In a rapidly changing context, it has taken on new tasks in addition to its historical missions for which it was not prepared.

Among its priorities, it has included the shift towards a green economy ("European Green Pact"), mastering and regulating new digital communication tools ("Digital Agenda for Europe"), reaffirming the importance of a shared culture based on beauty, sustainability and inclusion ("New European Bauhaus"), the need to reinvent democracy ("Conference on the Future of Europe") and preserving the rule of law.

For several years, its staff has been reinventing itself to take on new tasks: support for the coordination of economic and budgetary policies in the Member States, coordination of the health and vaccination effort in the face of the pandemic crisis, a complete overhaul of environmental and digital economy regulations and policies, management of investment tools in the Member States (Next Generation EURepower recovery plan) and, for the last few weeks, support for the people and government of Ukraine.

These multiple and repeated efforts have been made against a background of budget cuts, deteriorating working conditions and stagnating or even shrinking staff numbers.

Such a model obviously has its limits and poses serious dangers to the capacity of the institutions and their staff to respond to new challenges. It could even hinder the possibilities for deepening European integration that these challenges offer.

Tight management of public resources is obviously necessary. However, it should not consist of a reduction of a large number of expenses at all costs, but rather of a commitment to make the investments necessary for the proper performance of old and new tasks. Indeed, in the eyes of the citizen, what counts is the efficiency of European political institutions, i.e. their capacity to innovate and adapt, but above all to rapidly implement policies with tangible and measurable results.

This is why, as agents of the European civil service whose job is precisely the construction of Europe, we appeal to the members of the European Parliament, to the parliaments and governments of the Member States and to the European Commission to reinvest in a European Union whose continuity and development are now our only guarantee of lasting peace and development.

In particular, we call them:

- To take advantage of the challenges we face to deepen the construction of Europe, to broaden the missions of its institutions and to increase the share of its own financing.
- To refuse any further budget cuts and to guarantee the EU institutions a budget that is commensurate with the increasing responsibilities entrusted to them.
- To ensure adequate funding for the new tasks entrusted to the European Union.
- To preserve the Staff Regulations of the European civil service, which guarantee its independence and attractiveness, necessary to preserve its effectiveness, and not to propose any new reform of the Staff Regulations, which, today, would only undermine the working conditions and remuneration of EU staff.